



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

## États membres

Question au Gouvernement n° 4099

### Texte de la question

#### POLITIQUE EUROPÉENNE DE LA FRANCE

**M. le président.** La parole est à M. Thierry Benoit, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

**M. Thierry Benoit.** Monsieur le Premier ministre, demain, les Britanniques se prononceront par un référendum sur le maintien de leur pays dans l'Union européenne. C'est un jour historique, car, quelle que soit l'issue du vote, c'est le destin de l'Europe qui se joue. Face à l'une des plus graves crises de la construction européenne, où est la France ? Que propose-t-elle ? Que souhaite-t-elle ? Personne, je le crains, ne le sait vraiment.

Depuis cinq ans, les crises se multiplient, sans que vous soyez à l'initiative. Hier encore leader en Europe, la France répond désormais aux abonnés absents ! Ce silence coupable, monsieur le Premier ministre, sera, soyez-en sûr, l'une des plus grandes fautes de ce quinquennat, sinon la première. Pas d'audace, pas de vision, pas d'ambition, et, ajouterai-je même, pas d'enthousiasme !

En 1950, l'Europe représentait 28 % de la population mondiale. Elle en représente aujourd'hui 7 %, et ce sera moins de 3 % en 2060. La France doit tenir son rang en Europe et retrouver son influence et sa force de proposition.

À l'UDI, nous avons identifié quatre priorités : créer un gouvernement et un Parlement de la zone euro ; conduire une politique étrangère et de défense commune contre le terrorisme ; adopter une politique commune de sécurité intérieure ; instaurer une politique migratoire et d'asile commune, avec un réel contrôle de nos frontières extérieures.

Monsieur le Premier ministre, nous voulons une autre Europe. La France doit retrouver son panache et redevenir, avec l'Allemagne, le moteur de la relance européenne. Quand allez-vous enfin agir ?  
*(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste, et sur quelques bancs du groupe Les Républicains.)*

**M. le président.** La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

**M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international.** Monsieur le député, je vous rassure : la France n'est pas absente. Je peux témoigner ici de l'influence de la France sur des questions essentielles.

**M. François Rochebloine.** Quelle réussite, avec la Turquie !

**M. Jean-Marc Ayrault, ministre.** Avant-hier et hier encore, au Conseil des ministres des affaires étrangères,

plusieurs questions étaient à l'ordre du jour, dont une extrêmement importante concernant à la fois la sécurité des Africains et le développement de l'Afrique mais aussi la sécurité de l'Europe. Qui en était à l'initiative ? Qui a invoqué l'article 42, point 7 du Traité sur l'Union européenne, sinon le Président François Hollande ? Il a été suivi par un nombre croissant de pays européens ayant compris qu'il fallait absolument que l'Europe tout entière, et pas uniquement la France, investisse en Afrique, non seulement pour la sécurité, mais aussi pour le développement.

**M. Guy Geoffroy.** Ce n'est pas la question !

**M. Jean-Marc Ayrault, ministre.** La France est à l'initiative. Elle l'est, par exemple, pour lutter contre le trafic d'armes en Méditerranée centrale ou contre Daech en Libye. C'est la France qui a permis que soit adoptée à l'unanimité, la semaine dernière, la résolution 2292 au Conseil de sécurité des Nations unies. La France a joué son rôle diplomatique en entraînant les Européens, afin d'apporter une réponse, de lutter contre le terrorisme et d'assurer l'unité et la sécurité non seulement en Libye, mais également dans les pays de la région. Enfin, lundi dernier, l'initiative française de paix au Proche-Orient a été non seulement saluée, mais surtout soutenue officiellement à l'unanimité de tous les membres présents.

Alors comment pouvez-vous dire que la France est absente ? Je vous rassure : quel que soit le résultat du vote des Britanniques, – et nous souhaitons qu'ils restent dans l'Europe – la France sera à l'initiative. Elle le sera rapidement, elle le sera avec l'Allemagne, pour entraîner tous les Européens vers un nouvel horizon, vers une nouvelle espérance en l'avenir de l'Europe, car l'Europe est notre projet commun. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Thierry Benoit](#)

**Circonscription :** Ille-et-Vilaine (6<sup>e</sup> circonscription) - Union des démocrates et indépendants

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 4099

**Rubrique :** Union européenne

**Ministère interrogé :** Affaires étrangères

**Ministère attributaire :** Affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [23 juin 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 juin 2016](#)